

MISSION REGIONALE d'AUTORITE ENVIRONNEMENTALE  
HAUTS-DE-FRANCE  
DE L'INSPECTION GENERALE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT  
DURABLE

Pôle autorité environnemental,  
en appui de la mission  
régionale d'autorité  
environnementale Hauts-de-  
France

Affaire suivie par :  
Thomas TINTILLIER  
Tél : 03 22 82 90 38

Courriel : [ae-iddee.dreal-hdf@developpement-durable.gouv.fr](mailto:ae-iddee.dreal-hdf@developpement-durable.gouv.fr)

Le Président de la mission régionale  
d'autorité environnementale Hauts-de-France

à

Communauté d'Agglomération Valenciennes  
Métropole  
2 place de l'Hôpital général  
59305 Valenciennes  
[planification@valenciennes-metropole.fr](mailto:planification@valenciennes-metropole.fr)

affaire suivie par : Lise De Baere  
[ldebaere@valenciennes-metropole.fr](mailto:ldebaere@valenciennes-metropole.fr)

Lille, le 26/01/26

**Objet : Déclaration de projet d'intérêt général emportant mise en compatibilité du  
PLUi pour le projet de deux centrales photovoltaïques au sol à Crespin (59)**  
Avis de l'autorité environnementale n° 2025-8941 et 2025-8942  
N° d'enregistrement Novae : n° 010955/A PP

Monsieur,

Vous avez saisi l'autorité environnementale pour avis sur le projet cité en objet, par  
saisine du 19 décembre 2025.

Ce projet a déjà fait l'objet de l'avis n° MRAE 2025-8941 et 2025-8942 du 19 août 2025<sup>1</sup> mis  
en ligne sur le site internet de la MRAe dans le cadre des procédures de permis de construire  
des deux centrales photovoltaïques au sol.

Il ressort de l'examen du dossier et des éléments fournis que la déclaration de projet  
emportant la mise en compatibilité du PLUi a été réalisée sur la base d'une synthèse de  
l'étude d'impact déjà présentée, mais non modifiée.

L'étude d'impact et le projet n'étant pas modifiés, l'avis initial de la MRAe est maintenu  
et vous pouvez le joindre au dossier d'enquête publique.

À cette fin, il pourra être utilement rappelé au pétitionnaire que l'avis de la MRAe du 19  
août 2025 doit faire l'objet d'une réponse écrite par le maître d'ouvrage (article L.122-1  
du Code de l'environnement) et sera pris en considération dans la décision d'octroi ou  
de refus d'autorisation du projet.

1 [https://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/8941\\_8942\\_avisae\\_centralesolaire\\_crespin.pdf](https://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/8941_8942_avisae_centralesolaire_crespin.pdf)

La présente information sera publiée sur le site internet de la MRAe Hauts-de-France et devra être jointe au dossier d'enquête publique avec l'avis initial.

Je vous prie de croire, Monsieur, en l'assurance de ma considération distinguée.

Le Président  
de la mission régionale d'autorité environnementale  
Hauts-de-France,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'P. Gratadour', is positioned above the printed name.

Philippe Gratadour

Copies : Préfecture du département du Nord  
DREAL Hauts-de-France